

AGRICULTURE

Département marqué par l'importance de l'activité agricole et de l'agroalimentaire malgré la diminution du nombre de producteurs.

Les exploitations agricoles se restructurent

Cette évolution des entreprises touche essentiellement les structures individuelles (- 6,1 %) alors que les Groupements Agricoles d'Exploitations en Commun (GAEC) et les Exploitations Agricoles à Responsabilité Limitée (EARL) croissent en nombre de 5,7 % sur l'année.

Selon la MSA, 13 378 exploitants agricoles (- 1,3 % sur 2000) mettaient en valeur 443 600 ha au moyen de 10 288 entreprises soit 2,8 % de moins qu'en 2000.

Ce sont les exploitations de moins de 50 ha qui disparaissent au profit des plus de 50 ha soit - 5,1 % pour les premières en 2001 et dans le même temps + 1,7 % pour les secondes.

Les exploitations de plus de 50 ha valorisent plus de 53,1 % de la Surface Agricole Utilisée (SAU). Les agriculteurs individuels mettent en valeur 34,1 ha et les sociétés 61,8 ha soit en moyenne 0,6 % de plus qu'en 2000.

De jeunes chefs d'exploitation bien formés

La dynamique d'installation demeure forte dans les cantons d'Antrain, Saint-Brice-en-Coglès, Vitré, Hédé, Montfort, Pipriac.

Les jeunes chefs d'exploitation de moins de 35 ans sont proportionnellement moins nombreux que l'an passé : 16,4 % contre 17,7 %. Ensemble ils se partagent près de 17 % de la SAU départementale.

Les nouveaux chefs d'exploitation s'installent à 29 ans en individuel et à 27 ans en société comme les GAEC. Plus de 25 % sont des femmes contre 22 % l'année passée. Trois chefs d'exploitation sur quatre sont titulaires d'un diplôme équivalent ou supérieur au Brevet de Technicien Agricole (BTA). 67 % des installations se sont réalisées en société.

La surface de l'exploitation à l'installation est de 35 ha en individuel, de 90 ha en GAEC et de 60 ha en EARL.

Le coût moyen d'une installation est de l'ordre de 168 000 euros. Le lait reste pour 84 % la principale production support de l'installation. Parmi l'ensemble des installations départementales, celles qui sont aidées en représentent environ les trois quarts.

Une diminution régulière des surfaces cultivées au profit de l'urbanisme

La SAU de l'Ille-et-Vilaine diminue régulièrement. Entre les deux recensements généraux de 1988 et 2000, elle a perdu 29 100 ha, c'est-à-dire une disparition annuelle moyenne d'environ 2 400 ha (0,5 % du territoire destiné à l'agriculture).

Une économie agricole départementale tournée vers l'élevage et la production laitière

L'Ille-et-Vilaine agricole est caractérisée par son élevage. C'est le quatrième département français en ce domaine. Il est le premier en production de lait. C'est pourquoi en Ille-et-Vilaine comme en Bretagne, les cultures à destination de l'alimentation des animaux occupent l'essentiel du territoire. Ainsi les surfaces fourragères occupent 61 % de la SAU contre moins de 50 % en moyenne nationale. Les agriculteurs ont cultivé en 2000 directement pour les animaux, 87 000 ha de maïs (en baisse de 17 % par rapport 1996), 142 000 ha de prairies cultivées. En outre, ils entretiennent et exploitent 76 000 ha de surface toujours en herbe. Les céréales occupent 145 600 ha dont 90 000 en blé tendre. Les oléo-protéagineux se partagent 14 500 ha. Enfin 3 000 ha sont consacrés à la zone légumière de plein champ de Saint-Malo.

La mauvaise météorologie de 2001 a fait reculer les productions végétales

Le printemps fortement pluvieux de 2001 accompagné d'un nouvel épisode frais et pluvieux en juillet n'a pas été favorable aux récoltes de l'été. Ainsi les volumes de céréales, d'oléagineux et de protéagineux reculent de plus de 10 % sur 2000. Cette faiblesse des disponibilités a entraîné une relative fermeté des prix. Néanmoins en valeur, la production céréalière départementale est inférieure de 4 % à celle de 2000.

Pour la zone légumière de Saint-Malo, l'année 2001 est globalement meilleure que 2000 mais ne fait qu'égaliser l'année 1999. En pommes de terre primeur, non seulement les surfaces ont reculé de 30,8 % en 2001 mais le chiffre d'affaires de la campagne perd 3,8 % sur 2000. En revanche, la campagne de choux-fleurs d'automne 2001 est meilleure qu'en 2000 avec un chiffre d'affaires en progrès de 8,0 %.

Les productions animales face aux épizooties et aux importations

En Ille-et-Vilaine, les productions animales représentent 69,5 % de la valeur de la production agricole départementale.

Le lait demeure l'activité première de l'élevage (27,5 % de la production agricole départementale) malgré des quotas de production répartis entre les livreurs de lait. 7 133 éleveurs entretiennent les 248 000 vaches laitières du troupeau départemental. Ils fournissent 1,5 milliard de litres de lait aux transformateurs. C'est 6,4 % des livraisons nationales. Au cours de la dernière année, 143 éleveurs ont abandonné cette production. La Bretagne fournit 21,0 % du lait français et l'Ouest⁽¹⁾ 46,6 %.

En 2001, la production de viande bovine a subi le contrecoup de la crise de confiance des consommateurs envers cette viande. Si la production en volume diffère peu de celle de 2000 (56 000 tonnes), les éleveurs ont vu leur prix de vente perdre 14,7 % en moyenne annuelle, toutes catégories confondues. Comme la consommation tant européenne que française reste aujourd'hui à des niveaux inférieurs à 2000, le retour à de meilleures conditions pour les éleveurs s'avère difficile.

Pour les veaux de boucherie, le volume de la production serait en légère augmentation de 1,1 % en 2001, avec des prix identiques à ceux de 2000, malgré de très fortes perturbations dues à des alternances de pénurie et d'offre excédentaire en partie liées aux difficultés néerlandaises avec la fièvre aphteuse.

En 2001, la production porcine départementale comme française n'a que peu progressé en volume respectivement de 0,5 et 0,8 %, mais l'épizootie de fièvre aphteuse a fortement perturbé le marché de ce fait. En effet, les exportations vers les pays tiers (Corée, Japon, Russie) ont diminué de 11,1 %. En conséquence, les prix à la production n'ont cessé de baisser depuis le troisième trimestre 2001 (- 25% entre juillet 2001 et janvier 2002). Néanmoins le chiffre d'affaires départemental de cette production se développe de 18,6 % sur 2001 mais la tendance est maintenant négative pour les éleveurs de porcs.

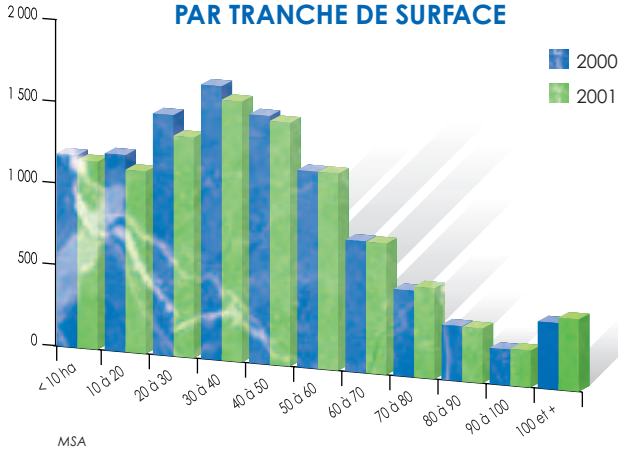
En volailles de chair, l'année 2001 a vu un fort développement des importations de viande de volaille dans l'Europe des 15 : + 44,3 % en provenance principalement du Brésil, de Thaïlande, et des PECO⁽²⁾ sous forme de viande saumurée soit 850 000 tonnes. Par suite la Bretagne, principale région de production, voit ses éleveurs soumis à de très fortes tensions. Leurs marges baissent et souvent leurs rémunérations sont inférieures à un SMIC par travailleur.

L'agriculture départementale doit s'adapter à un nouveau contexte d'ouverture des marchés internationaux qui se traduit par une concurrence exacerbée de produits venant des Pays-Tiers sur le marché européen. Pour cela, elle doit différencier ses produits sur ce marché par une vaste opération qualité qui va se concrétiser par un programme ambitieux de développement de l'agriculture raisonnée et des productions sous signes officiels de qualité (label, production certifiée).

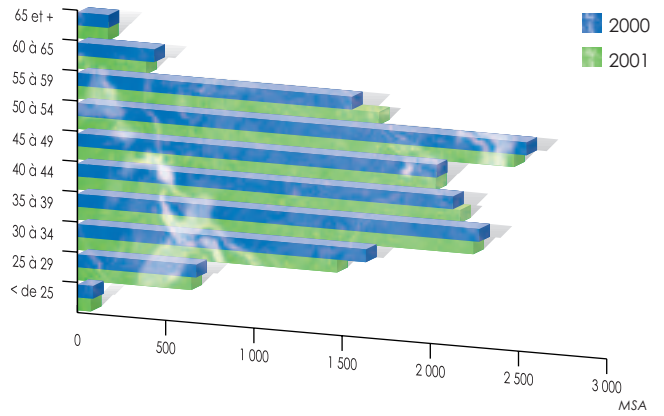
(1) Bretagne, Basse-Normandie, Pays de la Loire

(2) Pays d'Europe Centrale et Orientale

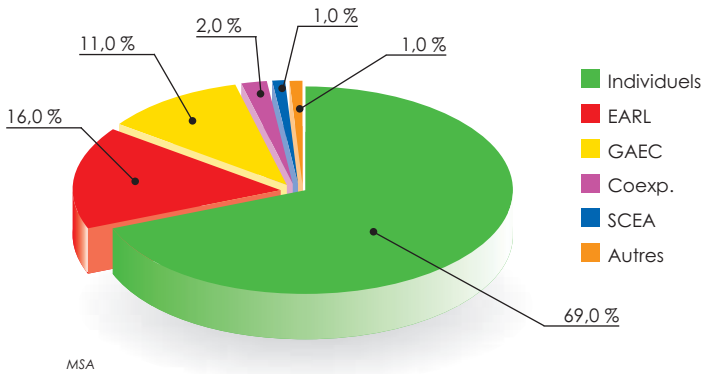
NOMBRE D'EXPLOITATIONS PAR TRANCHE DE SURFACE



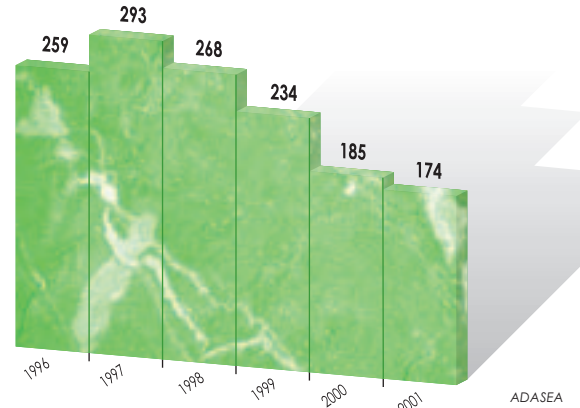
PYRAMIDE DES ÂGES DES EXPLOITANTS



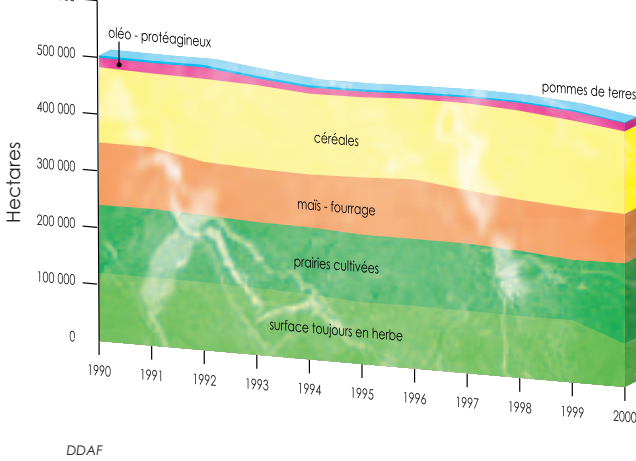
RÉPARTITION DES ENTREPRISES EN 2001



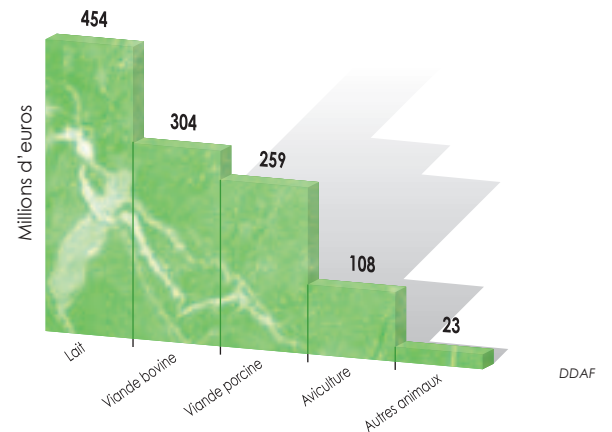
NOMBRE D'INSTALLATIONS AIDÉES



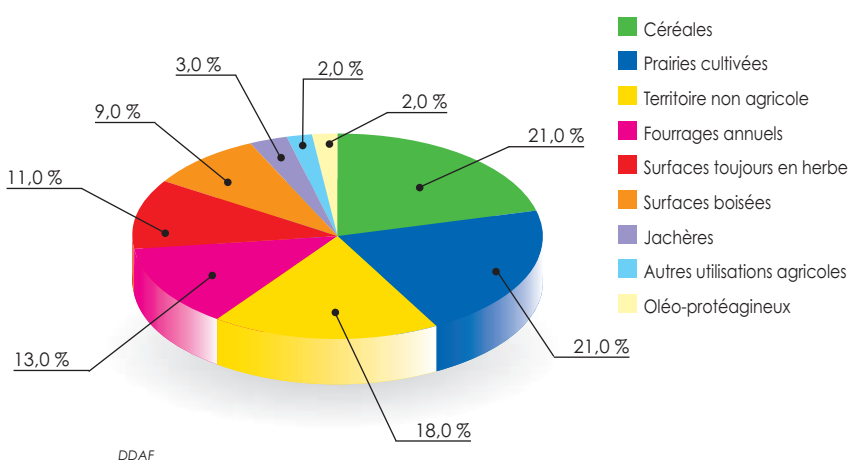
RÉPARTITION DU TERRITOIRE AGRICOLE



VALEUR ÉCONOMIQUE : PRODUCTIONS ANIMALES EN 2000



RÉPARTITION DU TERRITOIRE EN 2000



VALEUR ÉCONOMIQUE : PRODUCTIONS VÉGÉTALES EN 2000

